

La jeunesse et les sports ont un ministre, mais sont séparés Des ministères à géométrie variable

La liste des ministères et des secrétariats d'État est flottante en France ; elle change pratiquement à chaque nouveau gouvernement. Bien entendu, les intitulés révèlent les préoccupations d'une époque mais ne disent rien des actions réellement conduites. Comme la V^e République a déjà connu dix-huit Premiers ministres différents et trente-quatre gouvernements successifs, il est bien difficile d'établir la liste des ministres ayant eu telle ou telle responsabilité. Tentons néanmoins l'expérience, tout d'abord avec la jeunesse, les sports et la vie associative.

La Jeunesse et les Sports... et avatars



Luc Chatel

Sous la V^e République, la jeunesse et les sports ont souvent constitué un ministère autonome. Ce n'est plus le cas. En novembre 2010, **Luc Chatel** est ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, et il bénéficie d'une secrétaire d'État pour la Jeunesse et la Vie associative (Jeannette Bougrab). Par ailleurs, **Chantal Jouanno**, ancienne karatéka, est ministre des Sports. Ayant choisi de se consacrer à son mandat de sénatrice, celle-ci est remplacée, en septembre 2011, par **David Douillet**, double champion olympique et quadruple champion du Monde de judo. Celui-ci était entré au gouvernement quelques mois plus tôt comme secrétaire d'État chargé des Français de l'étranger...



Chantal Jouanno



David Douillet

Sous son premier gouvernement (mai 2007), François Fillon avait choisi de ne plus avoir un ministère autonome pour la jeunesse et les sports. **Roselyne Bachelot-Narquin** est d'abord ministre de la Santé, puis... de la Jeunesse et des Sports. En mars 2008, elle récupère également la Vie associative. Son prédécesseur (Jean-François Lamour), nous le verrons, était lui-même ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative. Cette dernière attribution, inédite jusqu'alors, a donc disparu de mai 2007 à mars 2008.



Roselyne Bachelot-Narquin



Bernard Laporte

En 2007, Roselyne Bachelot-Narquin doit être épaulée par un secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports, **Bernard Laporte**, qui a pris ses fonctions – cas unique dans l'histoire de la République française –, plus tard, après la Coupe du monde de rugby. Bernard Laporte, homme d'affaires, ancien rugbyman, est alors entraîneur du XV de France... Il entre au gouvernement en octobre 2007 (mais en ayant perdu la Jeunesse et en conservant uniquement les Sports). Par contre, en mars 2008, il devient secrétaire d'État toujours chargé des Sports, mais aussi de la Jeunesse et de la Vie associative.



Martin Hirsch



Rama Yade

Dans le gouvernement François Fillon 2, Roselyne Bachelot-Narquin perd la Jeunesse et la Vie associative en janvier 2009, mais elle demeure ministre de la Santé et des Sports, et Bernard Laporte secrétaire d'État chargé des Sports. **Martin Hirsch** est alors haut-commissaire à la Jeunesse. En juin 2009, un remaniement aboutit au remplacement de Bernard Laporte par **Rama Yade** qui devient secrétaire d'État chargé des Sports.



Marc-Philippe Daubresse



Jean-François Lamour

En mars 2010, enfin, Martin Hirsch quitte le gouvernement et **Marc-Philippe Daubresse** est nommé ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives.

Comme déjà évoqué, sous le gouvernement Dominique de Villepin (2005-2007), la jeunesse, les sports et la vie associative sont réunis. **Jean-François Lamour** en est le ministre : un autre ancien sportif de haut niveau, escrimeur

au sabre, auréolé de deux titres olympiques et d'un titre de champion du Monde. En fait, à la tête de la jeunesse, des sports et de la vie associative, Jean-François Lamour est en place depuis mars 2004 (gouvernement Jean-Pierre Raffarin 3).

Sous les deux premiers gouvernements Jean-Pierre Raffarin (2002-2004), Jean-François Lamour est déjà ministre, mais seulement des sports. La vie associative n'a eu son ministre qu'à partir de 2004, et ainsi jusqu'en 2007. Quant à la jeunesse, de 2002 à 2004, elle est rattachée à l'éducation nationale et à la recherche, et est confiée à **Luc Ferry**.

De 1991 à 2002, la France est présidée par François Mitterrand (2^e mandat), puis par Jacques Chirac. À la tête du gouvernement, se succèdent Édith Cresson (1991-1992), Pierre Bérégovoy (1992-1993), Édouard Balladur (1993-1995), Alain Juppé (1995-1997) et, enfin, Lionel Jospin (1997-2002). Durant ces onze années, la jeunesse et les sports constituent un ministère à part entière, successivement occupé par **Frédérique Bredin** (1991-1993), **Michèle Alliot-Marie** (1993-1995), **Guy Drut** (1995-1997) et **Marie-George Buffet** (1997-2002). Celle-ci détient un record de longévité à ce poste ministériel, qu'elle partage pour les sports avec Jean-François Lamour. Dans la liste, un autre ancien sportif de haut niveau : Guy Drut, qui a remporté un titre olympique au 110 m haies.

De 1988 à 1991 (gouvernement Michel Rocard), un ministère réunit l'éducation nationale, la recherche et les sports : **Lionel Jospin** occupe la fonction. L'intitulé est proche du ministère occupé par Luc Ferry de 2002 à 2004 : l'éducation nationale et la recherche sont ensemble, mais accolées à la jeunesse. Lionel Jospin, lui, a les sports. Par contre, il est épaulé par un secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, en

l'occurrence **Roger Bambuck**, ancien sprinteur de haut niveau (100 et 200 m).

De 1986 à 1988 (gouvernement Jacques Chirac 2), **Christian Bergelin** est secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Jeunesse et des Sports. Il succède à **Alain Calmat**, mais qui est ministre délégué, de 1984 à 1986 (gouvernement Laurent Fabius). Alain Calmat, patineur artistique, a été champion du Monde et médaillé d'argent aux Jeux olympiques. Soulignons, par ailleurs, que le gouvernement Laurent Fabius comprend plus de quarante membres, dont un secrétaire d'État chargé de l'Économie sociale, **Jean Gatel**. C'est la seule fois, sous la V^e République, qu'apparaît ainsi l'économie sociale (indépendamment de la vie associative, à partir de 2004).

De 1981 à 1983 (gouvernement Pierre Mauroy 1 et 2), **André Henry** est ministre du Temps libre, et **Edwige Avice**, ministre délégué, chargé de la Jeunesse et des Sports. Sous le troisième gouvernement Pierre Mauroy (1983-1984), Edwige Avice devient ministre délégué au Temps libre, à la Jeunesse et aux Sports.

Raymond Barre est Premier ministre de 1976 à 1981. Dans son premier gouvernement (1976-1977), il y a un ministre de la Qualité de la vie (Vincent Ansquer), dont relève **Jean-Pierre Soisson**, secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports. De 1977 à 1978 (gouvernement Raymond Barre 2), le ministère de la Qualité de la vie a disparu, mais il y a toujours un secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, occupé d'abord par Jean-Pierre Soisson, puis par **Paul Dijoud**. Dans le troisième gouvernement de Raymond Barre, Jean-Pierre Soisson revient, mais cette fois-ci pour s'occuper de la jeunesse et des sports comme ministre, et non plus secrétaire d'État, et il a également la responsabilité des loisirs.

En fait, le ministère de la Qualité de la vie existe déjà dans le premier gouvernement Jacques Chirac (1974-1976). André Jarrot, puis André Fosset occupent la fonction. Un secrétaire d'État, chargé de la Jeunesse et des Sports, leur est attaché : il s'agit de **Pierre Mazeaud**, juriste, homme politique et alpiniste.

Pierre Mazeaud succède à lui-même. En 1974 (gouvernement Pierre Messmer 3), il est déjà secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports, mais auprès du ministre de l'Éducation nationale. En fait, Pierre Mazeaud entre au gouvernement en 1973 : il est secrétaire d'État, chargé de la Jeunesse, des Sports, et aussi des Loisirs, et il occupe sa fonction auprès du Premier ministre. Même intitulé dans le gouvernement Pierre Messmer 1 (1972-1973), et aupara-

V^e République : 6 présidents et 18 Premiers ministres

	Présidents	Premiers ministres
1959	Charles de Gaulle	Michel Debré (1959-1962)
		Georges Pompidou (1962-1968)
		Maurice Couve de Murville (1968-1969)
1969	Georges Pompidou	Jacques Chaban-Delmas (1969-1972)
		Pierre Messmer (1972-1974)
1974	Valéry Giscard-d'Estaing	Jacques Chirac (1974-1976)
		Raymond Barre (1976-1981)
1981	François Mitterrand	Pierre Mauroy (1981-1984)
		Laurent Fabius (1984-1986)
		Jacques Chirac (1986-1988)
		Michel Rocard (1988-1991)
		Édith Cresson (1991-1992)
		Pierre Bérégovoy (1992-1993)
1995	Jacques Chirac	Édouard Balladur (1993-1995)
		Alain Juppé (1995-1997)
		Lionel Jospin (1997-2002)
		Jean-Pierre Raffarin (2002-2005)
2007	Nicolas Sarkozy	Dominique de Villepin (2005-2007)
		François Fillon (2007-)

vant dans les gouvernements Jacques Chaban-Delmas (1969-1972) et Maurice Couve de Murville (1968-1969), mais avec **Joseph Comiti**, qui a donc été cinq ans secrétaire d'État.

Avec Georges Pompidou comme Premier ministre, la jeunesse et les sports ont un ministère à part entière, occupé par **Roland Nungesser** (1968) et **François Missoffe** (1966-1968). Cependant, à son arrivée, en 1962, Georges Pompidou ne crée ni ministère, ni secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports. Il faut attendre 1963 pour voir la création d'un secrétariat

d'État, sans ministre de tutelle, confié à l'alpiniste **Maurice Herzog**.

Le gouvernement Michel Debré (1959-1962) ignore également la jeunesse et les sports. Pourtant, la IV^e République les a valorisés, tantôt par un ministère, tantôt par un secrétariat d'État, voire un sous-secrétariat d'État. Certes, la jeunesse a pu être alors associée aux arts et aux lettres ; la jeunesse et les sports, à l'enseignement technique ou à l'éducation nationale...

De la petite histoire de quelques autres ministères

L'écologie entre en force depuis 2002

Entre 2002 et 2007, sous les gouvernements Jean-Pierre Raffarin, puis Dominique de Villepin, est constitué pour la première fois un ministère de l'Écologie et du Développement durable. Le poste est successivement occupé par Roselyne Bachelot-Narquin, Serge Lepeltier et Nelly Olin. De 2002 à 2005, il existe, en plus, un secrétariat d'État au Développement durable (Tokia Saïfi).

Avec les gouvernements François Fillon (2007), l'intitulé change à nouveau. Nous avons maintenant un ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables. Alain Juppé (pendant un mois), puis Jean-Louis Borloo ont rang de ministre d'État.

En mars 2008, l'intitulé change, mais il y a toujours l'écologie : Jean-Louis Borloo est ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire. Ses attributions sont de nouveaux modifiées en juin 2009 : il est alors ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, chargé des Technologies vertes et des Négociations sur le climat !

En juin 2007, Jean-Louis Borloo a une secrétaire d'État chargée de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, remplacée en janvier 2009 par Chantal Jouanno.

En novembre 2010, Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement et Nathalie Kosciusko-Morizet revient comme ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Avant 2002, on ne parlait pas encore d'écologie dans ce contexte, mais d'environnement. Sous le gouvernement Lionel Jospin, un ministère réunit l'aménagement du territoire et l'environnement (Dominique Voynet, puis Yves Cochet). Durant la décennie précédente, le ministère de l'Environnement est occupé par Corinne Lepage, Michel Barnier, Ségolène Royal, Brice Lalonde, Alain Carignon... En 1971, Jacques Chaban-Delmas avait créé un ministère de la Protection de la nature et de l'environnement, conservé par Pierre Messmer de 1972 à 1974, occupé durant les trois ans par Robert Poujade.

L'intitulé évolue... Une douzaine de ministres se sont succédé en vingt ans... Somme toute, un bilan jusqu'à présent très discret.

L'aménagement du territoire cherche sa place

Avec le premier gouvernement François Fillon (mai 2007), on préfère l'aménagement durable à l'aménagement du territoire. Cependant, en mars 2008, Jean-Louis Borloo est ministre, entre autres, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, et Hubert Falco entre au gouvernement comme secrétaire d'État chargé de l'Aménagement du territoire.

Au remaniement de juin 2009, Jean-Louis Borloo conserve le Développement durable, mais Michel Mercier devient ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire. Ce dernier reprend également le portefeuille de Christian Blanc, en juillet 2010, qui était secrétaire d'État chargé du Développement de la région capitale.

Dans le gouvernement François Fillon 3, en novembre 2010, Bruno Le Maire occupe un ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.

Préalablement, sur les deux dernières décennies, il y a presque toujours eu un ministère de l'Aménagement du territoire, mais jamais avec ce seul intitulé, ce qui semble illustrer une certaine difficulté à définir le « concept ».

Ainsi, l'aménagement du territoire peut être associé à l'intérieur, comme avec Nicolas Sarkozy (2005-2007, avec un ministre délégué) ou Charles Pasqua (1993-1995). Mais l'aménagement du territoire peut aussi bien se retrouver avec l'équipement, les transports, le tourisme et la mer (Gilles de Robien, 2004-2005) ; la fonction publique et la réforme de l'État (Jean-Paul Delevoye, 2002-2004) ; la ville et l'intégration (Jean-Claude Gaudin, 1995-1997) ; l'industrie (Roger Fauroux, 1988-1991) ; l'équipement, les transports et aussi le logement (Pierre Méhaignerie, 1986-1988)...

L'« immigration » et l'« identité nationale » pour la première fois

En mai 2007, pour Brice Hortefeux, puis Éric Besson, en janvier 2009, François Fillon a « osé » créer un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. Seule l'intégration a déjà fait partie d'un intitulé. « Développement » se retrouve assez souvent, mais le « codéveloppement », c'est une innovation, peut-être pour faire accepter plus facilement « immigration » et « identité nationale », quelque peu provocateurs quand ils sont réunis. Cependant, le « codéveloppement » disparaît dès mars 2008 au profit du développement solidaire.

Sous le gouvernement François Fillon 3, en novembre 2010, l'identité nationale disparaît à son tour, mais Brice Hortefeux retrouve l'immigration avec un ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration. Plus question d'intégrer, l'immigration relève de l'intérieur. En février 2011, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, remplace Brice Hortefeux.

Précédemment, de 1974 à 1984, sous les gouvernements Jacques Chirac, Raymond Barre et Pierre Mauroy, des intitulés mentionnent les « travailleurs immigrés » (Paul Dijoud, 1974-1977), les « travailleurs manuels et immigrés » (Lionel Stoléru, 1977-1981), les « immigrés » (François Autain, 1981-1983), puis de nouveau les « travailleurs immigrés », mais associés à la famille et à la population (Georgina Dufoix, 1983-1984). Dans les différents gouvernements qui se sont succédé, il s'est toujours agi d'un secrétariat d'État.

Édith Cresson a été la première, en 1991, à avoir introduit « intégration » dans un intitulé. Jean-Louis Bianco est ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, et il existe même un secrétariat d'État à l'Intégration (Kofi Yamgnane). Pierre Bérégovoy (1992-1993) conserve le ministère (avec René Teulade) et le secrétariat d'État (toujours avec Kofi Yamgnane).

La « solidarité » à toutes les sauces

Plus de « cohésion sociale » dans les gouvernements François Fillon (2007). Jean-Louis Borloo en est le ministre, avec d'autres attributions, sous Jean-Pierre Raffarin, puis Dominique de Villepin (2004-2007). Cependant, la cohésion sociale revient en novembre 2010 avec Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, ainsi qu'avec Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'État.

Autre concept récent : la lutte contre la précarité et l'exclusion. De mai à novembre 1995 (premier gouvernement Alain Juppé), nous avons ainsi un ministère chargé de l'Intégration et de la Lutte contre la précarité et l'exclusion (Dominique Versini, puis Nelly Olin). Dominique de Villepin ne conserve pas l'intitulé.

En fait, seule la solidarité traverse les décennies, mais le terme n'a peut-être pas toujours le même sens. La solidarité est très présente dans le deuxième gouvernement François Fillon (2007) : ainsi, Xavier Bertrand est ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité ; Valérie Letard est secrétaire d'État chargée de la Solidarité ; enfin, Martin Hirsch est haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté (c'est la première fois que l'on trouve la pauvreté dans un intitulé).

En juin 2009, Xavier Darcos remplace Xavier Bertrand pour un ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville. Nadine Morano devient alors secrétaire d'État chargée de la Famille et de la Solidarité. Nouveau changement d'affectation en mars 2010 : Éric Woerth est nommé ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique ; Marc-Philippe Daubresse, ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives. Enfin, comme nous l'avons vu, sous le gouvernement François Fillon 3, Roselyne Bachelot-Narquin et Marie-Anne Montchamp sont respectivement ministre et secrétaire d'État des Solidarités et de la Cohésion sociale.

Si l'on remonte le temps, il y a eu un ministre de la Santé et des Solidarités (le même Xavier Bertrand, 2005-2007) ; un ministère des Solidarités, de la Santé et de la Famille (Philippe Douste-Blazy, 2004-2005) ; un ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (François Fillon, 2002-2004) ; un ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Élisabeth Guigou, 2000-2002 ; Martine Aubry, 1997-2000).

Pas de « solidarité » dans le deuxième gouvernement Alain Juppé, mais il y avait un ministère de la Solidarité entre les générations dans son premier gouvernement (Colette Codaccioni, 1995) – ce qui est plus restrictif.

En fait, c'est Pierre Mauroy qui crée, en 1981, un ministère de la Solidarité nationale (Nicole Questiaux, 1981-1982), qui devient un ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (Pierre Bérégovoy, 1982-1984). Laurent Fabius conserve l'intitulé (Georgina Dufoix, 1984-1986), mais Jacques Chirac l'abandonne ensuite.

Les « personnes âgées » remontent aux années quatre-vingt

En 2007, dans les gouvernements Fillon, les personnes âgées n'ont ni ministère, ni secrétariat d'État, tout comme d'ailleurs les personnes handicapées ou la famille. En fait, c'est Valérie Letard, secrétaire d'État chargée de la Solidarité, qui s'occupe, selon un décret relatif à ses attributions, des questions relatives aux personnes âgées, aux personnes handicapées, au droit des femmes, à la parité et à l'égalité professionnelle. Cependant, en juin 2009, auprès de Xavier Darcos, Nora Berra est nommée secrétaire d'État chargée des Aînés, mais le poste disparaît en novembre 2010 (Nora Berra récupérant la santé).

Précédemment, les personnes âgées ont dépendu de Philippe Bas (ministre délégué également à la Sécurité sociale, aux Personnes handicapées et à la Famille, 2005-2007) ; Hubert Falco (secrétaire d'État, puis ministre délégué, 2002-2005) ; Paulette Guinchard-Kunstler (secrétaire d'État, 2001-2002) ; Laurent Cathala (secrétaire d'État également à la Famille et aux Rapatriés, 1991-1993). On constate ainsi que les personnes âgées n'ont pas eu de ministère ou de secrétariat d'État entre 1993 et 2001, soit sous les gouvernements Edouard Balladur, Alain Juppé et Lionel Jospin (jusqu'en 2001).

Avant Laurent Cathala, on trouve Hélène Dorlhac (1990-1991) ; Théo Braun (1988-1990) ; Catherine Trautmann (1988) ; Joseph Franckeschi (secrétaire d'État « des Retraités et des Personnes âgées », 1984-1986) ; Daniel Benoist (1982-1984) ; Georgina Dufoix (1982) ; Joseph Franceschi (1981-1982), qui est donc le premier secrétaire d'État aux Personnes âgées, sous le premier gouvernement de Pierre Mauroy.

Par contre, c'est dans le premier gouvernement de Michel Rocard que les personnes handicapées ont un secrétariat d'État, partagé avec les personnes âgées. Les deux premiers titulaires sont Catherine Trautmann (1988), puis Théo Braun (1988). Leur succède Michel Gillibert qui sera secrétaire d'État chargé des « Handicapés et Accidentés de la vie », puis simplement des « Handicapés », sous trois gouvernements successifs, de 1988 à 1993. Il faut attendre Lionel Jospin pour retrouver un secrétariat d'État chargé de la Santé et des Handicapés (Dominique Gillot, 2000-2001). Avec le retour de la droite, Marie-Thérèse Boisseau (2002-2004), puis Marie-Anne Montchamp (2004-2005) sont secrétaires d'État aux Personnes handicapées ; enfin, on retrouve Philippe Bas sous le gouvernement Dominique de Villepin (2005-2007).

De la « condition féminine » à la « parité »

Jacques Chirac, dans son premier gouvernement, en 1974, a créé un secrétariat d'État à la Condition féminine (Françoise Giroud, 1974-1976). Dans son troisième gouvernement, en 1978, Raymond Barre reprend l'intitulé, dans un ministère, tout en l'associant à la famille (Monique Pelletier, 1978-1981).

Les « droits de la femme » apparaissent avec Pierre Mauroy en 1981. Yvette Roudy est ministre déléguée de 1981 à 1985. Laurent Fabius lui attribue un ministère autonome en 1985.

Le deuxième gouvernement Jacques Chirac ne conserve pas l'intitulé, mais on le retrouve dans les gouvernements Michel Rocard (« droits de la femme », puis « droits des femmes »), Édith Cresson et Pierre Bérégovoy. Comme ministre déléguée, puis comme secrétaire d'État, nous avons Georgina Dufoix (1988), Michèle André (1988-1991) et Véronique Neiertz (1991-1993). Le poste peut être associé à la famille, à la solidarité et aux rapatriés (ministre déléguée), ou encore à la vie quotidienne ou à la consommation.

Nouvelle parenthèse de 1993 à 1997, puis de nouveau une secrétaire d'État, dans le gouvernement Lionel Jospin, en l'occurrence chargée des Droits des femmes et de la Formation professionnelle (Nicole Péry, 1998-2002).

La « parité » supplante les « droits des femmes » avec Jean-Pierre Raffarin. Celui-ci dote son gouvernement d'un ministère de la Parité et de l'Égalité professionnelle (Nicole Ameline, 2002-2005). À la suite, Dominique de Villepin préfère un ministère à la Cohésion sociale et à la Parité (Catherine Vautrin, 2005-2007). Rien de similaire dans les gouvernements François Fillon (2007).

À noter que Dominique de Villepin s'est également doté d'un ministère délégué à la Promotion de l'Égalité des chances (Azouz Begag, 2005-2007). L'égalité des chances était en fait apparue dans le gouvernement précédent (Jean-Pierre Raffarin) : Catherine Vautrin est secrétaire d'État à l'Intégration et à l'Égalité des chances (2004-2005). François Fillon n'a retenu que l'« intégration ».

Les Droits de l'Homme reviennent parfois

De 2007 à 2009, François Fillon a une secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme (Rama Yade). La présence des « Droits de l'Homme » n'est pas complètement une nouveauté.

En effet, Édouard Balladur a eu une ministre déléguée chargée de l'Action humanitaire et des Droits de l'Homme (Lucette Michaux-Chevry, 1993-1995). Pour la première fois, c'est Jacques Chirac (deuxième gouvernement) qui a introduit les Droits de l'Homme. Claude Malhuret en est secrétaire d'État de 1986 à 1988.

Ministères éphémères (ou cocasses ?)

Sous le gouvernement Lionel Jospin, Guy Hascouët a été secrétaire d'État chargé de l'Économie solidaire (2000-2002).

Dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, Claude Goasguen a été ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et, également, de la Citoyenneté, mais seulement de mai à novembre 1995.

Dans le premier gouvernement de Michel Rocard, Bernard Kouchner est secrétaire d'État chargé de l'Insertion sociale, mais seulement durant un mois et demi (1988). Économie solidaire, citoyenneté et insertion sociale n'ont été retenues qu'une seule fois dans l'intitulé d'un ministère ou d'un secrétariat d'État.

De 1959 à 1960, sous Michel Debré comme Premier ministre, Jacques Soustelle est ministre délégué chargé de l'Énergie atomique, mais aussi du Sahara, des Territoires et Départements d'outre-mer. L'association des termes laisse perplexe.

En 1974, Jacques Chirac opte pour un ministère de la Qualité de la vie (André Jarrot, 1974-1976, puis André Fosset, 1976). Le ministère recouvre notam-

ment l'environnement, la jeunesse et les sports, le tourisme. Raymond Barre conserve ce ministère (Vincent Ansquer, 1976-1977).

Quant à Pierre Mauroy, en 1981, il crée un ministère du Temps libre (André Henry, 1981-1983), puis un

ministère du Temps libre, de la Jeunesse et des Sports (Edwige Avice, 1983-1984). L'intitulé disparaît avec l'arrivée de Laurent Fabius. Dans le premier gouvernement Alain Juppé, en 1995, les quartiers en difficulté, pendant quelques mois, ont eu une secrétaire d'État (Françoise de Veyrinas).

Le gouvernement le plus « économique »

François Fillon, pour son premier gouvernement, a battu tous les records : un Premier ministre, un ministre d'État, quatorze ministres, quatre secrétaires d'État et un haut commissaire, soit une équipe de vingt-et-un membres, mais pour quelques semaines seulement. Son deuxième gouvernement comprend d'ailleurs trente-trois membres, et son troisième, trente-quatre membres.

Le véritable record à battre reste celui de Georges Pompidou qui a fonctionné, de 1962 à 1966, avec au départ une équipe de vingt-six membres.